



11.006

**Motionen und Postulate
der gesetzgebenden Räte
im Jahre 2010. Bericht**

**Motions et postulats
des conseils législatifs
en 2010. Rapport**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 31.05.11 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.06.11 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.11 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Präsident (Inderkum Hansheiri, Präsident): Gemäss Artikel 122 Absätze 2 und 3 des Parlamentsgesetzes beantragt der Bundesrat die Abschreibung einer Motion, wenn der Auftrag der Motion erfüllt ist. Die Abschreibung kann auch beantragt werden, wenn der Auftrag zwar nicht erfüllt ist, aber nicht aufrechterhalten werden soll. Sie haben einen Bericht des Bundesrates vom 4. März 2011 erhalten. Dieser Bericht enthält alle Vorstösse, die der Bundesrat zur Abschreibung beantragt. Diese Anträge wurden von den zuständigen Kommissionen überprüft. Die Anträge der Kommissionen wurden Ihnen verteilt. Verschiedene Kommissionen haben beantragt, einige Vorstösse nicht abzuschreiben. Ich kann Ihnen mitteilen, dass sich der Bundesrat überall den Anträgen der Kommissionen anschliesst.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

**Sofern nichts anderes vermerkt ist, stimmt der Rat den Anträgen des Bundesrates zu.
Sauf indication contraire, le Conseil adhère aux propositions du Conseil fédéral.**

Antrag SiK-SR

Die Motion 08.3308 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Eine Botschaft des Bundesrates liegt noch nicht vor, weder zur Ratifikation noch zur Revision des Kriegsmaterialgesetzes. Die Motion ist somit noch nicht erfüllt und kann noch nicht abgeschrieben werden.

Proposition CPS-CE

Ne pas classer la motion 08.3308

Développement par écrit

Aucun message du Conseil fédéral n'a encore été soumis au Parlement, que ce soit en vue d'une ratification du traité ou en vue d'une révision de la loi sur le matériel de guerre. Par conséquent, les objectifs de la motion ne sont pas encore remplis et cette dernière ne peut de ce fait être classée.

Angenommen – Adopté

Antrag SGK-SR

Das Postulat 07.3769 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Im Rahmen der Managed-Care-Vorlage (04.062) haben der National- und der Ständerat eine Verfeinerung des Risikoausgleichs beschlossen, indem "die durch geeignete Indikatoren abgebildete Morbidität der Versi-





cherten" einbezogen wird. Die Schlussabstimmung steht aber noch aus. Solange nicht feststeht, dass diese Lösung in Kraft treten wird, soll das Postulat aufrechterhalten werden.

Proposition CSSS-CE

Ne pas classer le postulat 07.3769

Développement par écrit

Dans le cadre du projet de réseaux de soins intégrés (Managed Care, 04.062), le Conseil national et le Conseil des Etats ont décidé d'affiner la compensation des risques en introduisant un facteur de morbidité supplémentaire, soit le facteur de la "morbidité des assurés déterminée au moyen d'indicateurs appropriés". Toutefois, le vote final n'a pas encore eu lieu. Le postulat doit donc être maintenu tant qu'il n'est pas certain que cette solution entrera bel et bien en vigueur.

Maury Pasquier Liliane (S, GE), pour la commission: La commission souhaite que ce postulat ne soit pas classé. En effet, nous n'avons pas terminé, et vous l'avez encore constaté hier, nos débats sur le projet relatif au "managed care". Dans la mesure où le sort de ce projet n'est pas encore tout à fait certain, nous préférons garder cette motion parce que nous tenons absolument à ce que cette modification soit intégrée, si possible, dans le projet sur le "managed care" et, si c'est impossible dans ce cadre, dans un autre projet.

Angenommen – Adopté

Antrag SGK-SR

Die Motion 06.3001 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die nationale Konferenz zur gemeinsamen Bekämpfung der Armut wurde am 9. November 2010 durchgeführt. Im Hinblick darauf hatte der Bundesrat am 31. März 2010 den

AB 2011 S 364 / BO 2011 E 364

Bericht "Gesamtschweizerische Strategie zur Armutsbekämpfung" verabschiedet. Die Kommission möchte in der zweiten Hälfte des Jahres 2011 diskutieren, inwiefern das Ziel der Entwicklung konkreter und koordinierter Massnahmen erreicht wurde, bevor die Motion abgeschrieben wird.

Proposition CSSS-CE

Ne pas classer la motion 06.3001

Développement par écrit

Dans la perspective de la Conférence nationale "Lutter ensemble contre la pauvreté", qui s'est tenue le 9 novembre 2010, le Conseil fédéral avait adopté, le 31 mars 2010, le rapport "Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté". Avant de classer la motion, la commission souhaiterait examiner, au cours du deuxième semestre 2011, dans quelle mesure un ensemble cohérent de mesures concrètes a été développé, comme cela avait été préconisé dans le postulat.

Maury Pasquier Liliane (S, GE), pour la commission: Là aussi, si le Conseil fédéral a bien mis en oeuvre une partie de la réponse à la motion en organisant une conférence nationale sur la pauvreté, les mesures qui doivent faire suite à cette conférence ne sont pas encore clairement établies.

C'est la raison pour laquelle la commission vous propose de ne pas non plus classer la motion 06.3001 pour le moment.

Angenommen – Adopté

Antrag SPK-SR

Die Motionen 05.3152 und 05.3174 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Absichtserklärungen des Bundesrates genügen nicht, um den durch die Motion erteilten Auftrag zu erfüllen. Nachdem das Parlament bereits im letzten Jahr den damaligen Abschreibungsantrag des Bundesrates abgelehnt hat, muss heute erneut konstatiert werden, dass das Ziel der Motion nach wie vor nicht erreicht worden ist. Die Motion kann erst dann abgeschrieben werden, wenn der Bundesrat nachweisen kann, dass die "angemessene Vertretung der Sprachgemeinschaften in den Führungspositionen der Bundesämter" tatsächlich erreicht ist.

*Proposition CIP-CE*

Ne pas classer les motions 05.3152 et 05.3174

Développement par écrit

Le mandat confié au Conseil fédéral par le biais d'une motion ne saurait être considéré comme rempli sur la base de simples déclarations d'intention. L'an dernier, le Conseil fédéral avait déjà demandé au Parlement de classer ces deux interventions, sans succès. Or, force est de constater que l'objectif n'a toujours pas été atteint. Les motions ne pourront être classées que lorsque le Conseil fédéral aura prouvé qu'il y a véritablement une "représentation équitable des communautés linguistiques parmi les postes de responsables des offices fédéraux".

Hêche Claude (S, JU), pour la commission: Permettez-moi d'apporter quelques indications par rapport à la proposition de ne pas classer les motions 05.3152 et 05.3174. En matière de représentation des minorités linguistiques au sein des offices fédéraux, l'acceptation de la motion Lombardi 09.4331, de mon postulat 09.3987, ainsi que d'autres interventions ont été des signaux positifs, qui ont notamment eu pour effet une meilleure prise de conscience de cette thématique et, partant, la prise d'une première série de mesures par le Conseil fédéral. Tout d'abord, l'ordonnance sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques, qui a créé le poste de délégué au plurilinguisme, qui vise à promouvoir le français et l'italien dans l'administration fédérale.

Toutefois, les motions Berberat 05.3152 et Studer 05.3174 insistent plus particulièrement sur la représentation des minorités linguistiques aux postes clés de l'administration et, dans ce domaine, il faut bien avouer que la situation ne s'est pas améliorée. C'est une chose d'agir, c'en est une autre de voir son action suivie des effets escomptés. Or, à l'heure actuelle, nous ne disposons pas de bilan sur le résultat des mesures prises par le Conseil fédéral. Nous ne disposons pas non plus – et il est important de le relever – de la photographie réelle des représentations linguistiques au niveau de l'administration fédérale et plus particulièrement par département.

Lors de l'échange de vues avec Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf, notre commission a pris connaissance du fait qu'un mandat avait été confié au délégué au plurilinguisme, afin que des recommandations et des propositions soient formulées pour améliorer véritablement la situation. Un rapport est donc attendu pour le mois d'octobre de cette année.

Par conséquent, considérant que des démarches sont en cours, qu'un rapport avec des propositions concrètes est en phase d'élaboration et que des indications seront données sur la véritable représentativité linguistique des cadres au niveau de chaque département d'ici la fin de l'année, je vous propose, au nom de la Commission des institutions politiques, de ne pas classer ces deux motions avant d'avoir un véritable bilan du Conseil fédéral qui, le cas échéant, démontrera – c'est ce que nous souhaitons – que la représentativité linguistique n'est plus un problème dans notre administration fédérale.

*Angenommen – Adopté**Antrag WBK-SR*

Das Postulat 08.4025 nicht abschreiben

Schriftliche Begründung

Die Kommission möchte den Vorstoss bis zum Vorliegen des Weiterbildungsgesetzes aufrechterhalten.

Proposition CSEC-CE

Ne pas classer le postulat 08.4025

Développement par écrit

La commission souhaite garder le postulat en suspens jusqu'à ce que la loi sur la formation continue soit présentée.

Maissen Theo (CEg, GR), für die Kommission: Bereits im letzten Jahr beantragte der Bundesrat, das Postulat Sommaruga Simonetta 08.4025, "Weiterbildungsoffensive", abzuschreiben. Der Rat beschloss dann aber aufgrund des Antrages der WBK, das Postulat nicht abzuschreiben.

Wir befassten uns in der WBK am 9. Mai dieses Jahres mit diesem Postulat. Wir liessen uns vom BBT über den Stand der Arbeiten in diesem Zusammenhang informieren und konnten feststellen, dass in Bezug auf die Anliegen des Postulates verschiedene Massnahmen angegangen worden waren oder in Vorbereitung sind. So wurde zum Beispiel zur Behebung beruflicher Defizite bei bildungsschwachen Segmenten ein Pilotversuch mit



Weiterbildungsgutscheinen gestartet; bei der höheren Berufsbildung werden Massnahmen von Berufsverbänden unterstützt, welche Werbekampagnen für Berufsprofile machen; im Weiteren werden auch Berufsmessen unterstützt, wo die verschiedenen Berufe dargestellt werden.

Im Postulat ist eine Reihe von Massnahmen aufgeführt. Was im Moment aber nicht vorliegt, ist ein konkreter Vorschlag für ein Weiterbildungsgesetz; das Erfordernis eines solchen Gesetzes ist der Kern des Postulates. Es geht hier um ein sogenanntes Grundsatzgesetz, in welchem das allgemeine Weiterbildungsrecht des Bundes definiert werden soll. Es ist ja so, dass insgesamt in rund fünfzig Spezialgesetzen Belange der Weiterbildung geregelt sind. Wir wurden darüber informiert, dass die Arbeiten am Weiterbildungsgesetz im Gange sind, aber es liegt, wie gesagt, noch nicht vor. Deshalb sind wir der Meinung, dass das Postulat in seinem Kernanliegen nicht erfüllt ist und das Postulat deshalb nicht abgeschrieben werden soll. Wir schlagen dem Bundesrat vor, dass er die Abschreibung dieses Postulates im

AB 2011 S 365 / BO 2011 E 365

Zusammenhang mit der Botschaft zum Weiterbildungsgesetz beantragen soll.

Angenommen – Adopté

Antrag APK-SR

Die Motion 09.3719 abschreiben

Antrag Marty Dick

Die Motion 09.3719 nicht abschreiben

Proposition CPE-CE

Classer la motion 09.3719

Proposition Marty Dick

Ne pas classer la motion 09.3719

Marty Dick (RL, TI), pour la commission: Je vais faire une brève intervention, dans la mesure où je constate que le Conseil fédéral adhère à ma proposition. S'il y avait une autre proposition, je développerais la mienne d'une façon plus étendue.

D'une façon concise, je dirai que le premier motif est qu'il n'est jamais trop tard pour classer une motion. Donc si nous classons la motion aujourd'hui, cela signifie qu'elle est liquidée pour toujours; si nous ne la classons pas, nous pouvons toujours la classer.

Le deuxième motif, c'est que le Conseil fédéral a bien écrit au Conseil de sécurité, mais le Conseil fédéral n'a jamais dit formellement qu'il n'appliquera pas les sanctions selon les conditions qui sont indiquées dans la motion, notamment s'il n'y a pas une autorité de recours contre ces décisions de mise sur une liste noire. Vous savez qu'aujourd'hui si vous êtes sur une liste noire, même si une autorité pénale vous a acquitté, vous n'avez aucune possibilité de recourir.

Il est vrai que le Conseil de sécurité a instauré un ombudsman, mais celui-ci n'a même pas la faculté d'émettre des recommandations; il peut simplement donner des avis qui ne sont pas des recommandations. Ce n'est en aucun cas une instance de recours. Donc, je pense qu'en maintenant cette motion, on maintient une pression. D'autres parlements en Europe sont en train de vouloir franchir le même pas.

Enfin, j'aimerais vous signaler un livre qui vient d'être publié par un journaliste très connu de la "Neue Zürcher Zeitung", Victor Kocher. Ce livre est sorti il y a très peu de temps. Le jour de sa sortie, Monsieur Kocher a été victime d'un accident en montagne; il s'est tué. J'avais parlé avec Monsieur Kocher, et c'était intéressant parce que, au début de ses travaux, il était très sceptique sur les critiques qu'on adressait au Conseil de sécurité. Or, si vous lisez aujourd'hui son livre, "Terrorlisten. Die schwarzen Löcher des Völkerrechts", édité par Promedia Verlag, c'est un acte d'accusation impitoyable contre une mesure totalement arbitraire prise par des fonctionnaires, qui n'a aucune base démocratique. On peut finir sur cette liste sans aucune accusation précise, sans aucune possibilité de se défendre, même si des autorités pénales vous ont totalement innocenté! Autre motif pour ne pas classer cette motion: il y a un recours contre la Suisse qui est déposé à la Cour européenne des droits de l'homme. Le jugement aura lieu dans quelques mois. C'est donc un motif de plus pour ne pas classer cette motion. Je remercie le Conseil fédéral d'avoir compris le message.

Tout dernier motif: quelques jours après la décision de notre commission, à la séance de laquelle, Monsieur le



président, je n'étais hélas pas présent – c'est pour cela que je fais aujourd'hui cette proposition –, la commission du Conseil national a siégé et a traité le même sujet; or à l'unanimité, la commission du Conseil national demande de ne pas classer cette motion. Donc il n'est pas dans notre intérêt de créer une divergence dans ce domaine.

David Eugen (CEg, SG), für die Kommission: Die Aussenpolitische Kommission hat sich am 12. Mai 2011 mit dieser Motion befasst. Diese Motion hat ja diese schwarzen Listen des Sicherheitsrates über Personen, die mit den Anschlägen vom 11. September 2001 in irgendeinem Zusammenhang stehen, zum Gegenstand. Das ist eigentlich der Hintergrund dieser Motion. Wie wir alle wissen, werden diese schwarzen Listen in einer Form geführt, die dem Einzelnen die Möglichkeit nehmen, sich rechtsstaatlich dagegen zu wehren.

Wir haben vom Bundesrat an dieser Sitzung die Information erhalten, dass er den Auftrag, den diese Motion ihm gibt, erfüllt hat. Der Bundesrat hat uns mitgeteilt, er habe am 22. März 2010 dem Sicherheitsrat der Uno exakt diesen Brief geschrieben, den die Motion verlangt; er hat also diese Intervention beim Sicherheitsrat gemacht und die vier Konditionen genannt, die ich nun vorlesen möchte, sind sie doch wichtig. Er hat gesagt, dass die Schweiz die Sanktionen nicht mehr umsetzen wird, wenn "die betroffene Person seit mehr als drei Jahren auf der 'schwarzen Liste' figuriert und noch nicht vor Gericht gestellt wurde; die betroffene Person nicht die Möglichkeit hatte, bei einer unabhängigen Instanz zu rekurrieren; von keiner Justizbehörde gegen die betroffene Person Anklage erhoben wurde und seit der Aufnahme in die Liste kein neues die betroffene Person belastendes Element vorgebracht wurde". Wenn diese vier Konditionen erfüllt sind, werde die Schweiz, wie der Bundesrat mitgeteilt hat, die Sanktionen nicht umsetzen. Diese Mitteilung ist im Sinne der Motion Marty Dick erfolgt.

Wir haben uns noch beim Bundesrat erkundigt, wie das nun in der Schweiz gehandhabt werde. Hier haben wir, das muss ich Kollege Marty sagen, inhaltlich eine Differenz: Der Bundesrat hat uns mitgeteilt, dass hier in der Schweiz keine Sanktionen stattfinden, wenn diese vier Konditionen erfüllt sind. Das hat uns der Bundesrat mitgeteilt. Wir haben auch nachgefragt und uns versichern lassen, dass das so sei. Sie sagen nun heute, der Bundesrat habe das nicht erklärt, er sei nicht dieser Ansicht. Da besteht eine Differenz. Eigentlich erwarte ich auch vom Bundesrat, dass er das klarstellt.

Wir sind bei der Abschreibung dieser Motion davon ausgegangen – ich möchte das wirklich betonen –, dass der Bundesrat diesen Auftrag erfüllt hat, was das Schreiben und was die Frage der Umsetzung in unserem Lande betrifft. Die Kommission ist dann zum Schluss gekommen: Wenn wir nicht abschreiben würden, dann würden wir das ja infrage stellen, was der Bundesrat jetzt gemacht hat, nämlich das Schreiben an den Sicherheitsrat und die Handhabung in unserem eigenen Land.

Der Sicherheitsrat hat auf dieses Schreiben der Schweiz bzw. des schweizerischen Bundesrates geantwortet. Es ist uns dargelegt worden, dass die Antwort des Sicherheitsrates völkerrechtlich als Notenwechsel angeschaut wird, das heisst, der Sicherheitsrat hat Kenntnis vom Standpunkt der Schweiz, und er hat Kenntnis davon, dass dieser Standpunkt diese vier Konditionen aufweist. Der Sicherheitsrat hat dann Bedenken geäussert; er sei der Meinung, schrieb er, die Uno-Charta und das Sanktionensystem der Uno gingen über das Schweizer Recht hinaus, und er hat diese Bedenken in der Antwort mitgeteilt. Es ist aber klar: Der Sicherheitsrat hat den Standpunkt der Schweiz zur Kenntnis genommen. Auch das war für uns ein Anlass zu sagen: Wir haben unsere Position klar erklärt. Wir haben auch gesagt, dass wir uns in der Schweiz daran halten. Damit ist der Auftrag ausgeführt.

Das sind die Gründe dafür gewesen, dass wir die Abschreibung beschlossen haben. In der Kommission ist man sogar der Meinung gewesen: Wenn wir die Motion nicht abschrieben, würden wir die Handlungen, die jetzt von unserer Regierung gemacht worden sind, infrage stellen. Ich möchte auch noch sagen, dass Kollege Recordon in der Kommission den Antrag gestellt hat, die Motion sei aufrechtzuerhalten; vielleicht äussert er sich auch noch dazu. Kollege Recordon hat sich nach der einlässlichen Diskussion, die ich wiederzugeben versucht habe, entschieden, seinen Antrag zurückzuziehen. Danach ist die Motion ohne Widerspruch zur Abschreibung beantragt worden.

Ich muss sagen: Ich weiss nicht, welche Diskussion inzwischen im Bundesrat stattgefunden hat und was die Gründe des Bundesrates sind. Ich kenne auch die Diskussion in der

AB 2011 S 366 / BO 2011 E 366

nationalrätlichen Kommission nicht. Ich sage aber, obwohl die Kommission nicht zusammengekommen ist: Wenn der Bundesrat hier sagt, es sei nicht so, wie er es uns gesagt habe, er wolle also die Motion nicht abschreiben, dann ziehen wir unseren Antrag zurück – mindestens bis zur Klärung der Frage, wie es wirklich ist. Daher schlage ich vor, dass die Aussenpolitische Kommission – wenn kein Kollege widerspricht – den Antrag



auf Abschreibung zurückzieht, damit wir die Sache nochmals traktandieren und klären können. Das ist mein Vorschlag in dieser Sache.

Recordon Luc (G, VD): Les propos du président de la commission sont sages. Il y a vraiment deux éléments nouveaux depuis la séance de la commission. D'une part, le Conseil fédéral ne soutient plus la même position; il voit donc qu'il y a quelque chose à faire. D'autre part, la commission soeur voit les choses tout à fait différemment. Cela devrait donc être de nature à nous faire réfléchir à nouveau à l'idée de reprendre l'objet lors d'une prochaine séance.

C'est extrêmement raisonnable, ce d'autant plus que dans le débat nous ne sommes pas arrivés tout de suite à la conclusion qu'il fallait proposer le classement de cette motion. Nous y sommes arrivés après une discussion – en partie controversée d'ailleurs – sur la portée en droit international de la déclaration que le Conseil fédéral a faite à la demande du Parlement, ou sur ordre du Parlement. Et il faut dire que la réponse reçue des Nations Unies – qui est une réponse ciselée – ne met pas en cause la responsabilité internationale de la Suisse en cas de non-application de sanctions et décisions tendant à faire prévaloir les droits humains. C'est un problème de droit international public assez délicat de savoir si les droits humains représentent un noyau fondamental, un "Kerngehalt", qui doit l'emporter même sur la Charte des Nations Unies. Certains représentants de l'administration n'en étaient pas convaincus et cela a quelque chose, il faut le dire, d'assez choquant.

Il faut aussi quand même rendre cet hommage au Conseil fédéral qu'il a pris, semble-t-il, la tête d'un certain nombre de pays novateurs dans ce domaine, qui défendent une position en matière de droits humains qui est très intéressante. Mais elle ne va pas encore assez loin aux yeux de l'auteur de la motion – et d'ailleurs à mes yeux non plus –, de sorte qu'il faut comprendre la position que le Conseil fédéral exprime en proposant le non-classement de cette motion comme signifiant qu'il y a encore du travail intelligent à faire dans le cadre fixé par cette motion, même si déjà toute une série de choses dignes d'intérêt ont été accomplies.

Je me rallie donc à la proposition de renoncer pour l'instant au classement de la motion 09.3719, d'autant plus que, comme l'a dit Monsieur Marty, celle-ci pourra toujours être classée une autre fois et que ce n'est donc pas très grave.

Casanova Corina, Bundeskanzlerin: Herr Ständerat David hat bereits ausgeführt, dass der Bundesrat letztes Jahr dem Uno-Sicherheitsrat einen Brief geschrieben hat. Der Bundesrat ist jetzt noch weiter gegangen, zusammen mit einzelnen Staaten, und hat im April dem Sicherheitsrat neue, weitreichende Vorschläge zur Verbesserung der Rechtsstaatlichkeit des Sanktionensystems unterbreitet.

Ich kann Ihre Haltung verstehen. Der Bundesrat wird sich auch weiterhin für rechtsstaatliche Verbesserungen des Sanktionensystems des Uno-Sicherheitsrates einsetzen, und er wird auch den Dialog mit dem Parlament weiterführen. Aber ich kann mich dem Antrag anschliessen, dass die Frage in den Kommissionen nochmals diskutiert wird.

Präsident (Inderkum Hansheiri, Präsident): Ich stelle fest, dass sich neu sowohl die APK-SR als auch der Bundesrat dem Antrag Marty Dick anschliessen.

Angenommen gemäss Antrag Marty Dick

Adopté selon la proposition Marty Dick